

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LA LUTTE DE CLASSES

Organe du Groupe Communiste (I^{Ve} Internationale)

N° 37 -2ème année

10 Octobre 1944

POUR LE CONTROLE OUVRIER !

La réquisition provisoire, *avec indemnité*, de l'usine Renault et l'institution d'un contrôle étatique sur les Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, *sans aucune atteinte à la propriété*, ont été présentées au public comme des mesures révolutionnaires. Mais elles ne sont, à l'examen, qu'un calcul du gouvernement bourgeois qui, en se donnant des allures "socialistes" veut ainsi mieux sauver les capitalistes. Voici ce que dit en substance le secrétaire de la CGT Benoît Frachon (*l'Humanité*, 1/10) : "avant la guerre on avait choisi pour diriger les usines nationalisées de l'aviation, les anciens patrons ou leurs créatures. Si cela était fait à l'égard des Mines du Nord -ce qui est probable- les dirigeants des Houillères mettraient la baisse de la production (entraînée actuellement par les réparations absolument nécessaires) sur le dos de la nouvelle forme d'exploitation. S'il y avait déficit, ils s'arrangeraient pour que l'Etat le prenne à son compte. Puis ils démontreraient que l'expérience étant négative et onéreuse, il faut revenir à l'ancien état de choses et leur rendre toutes leurs prérogatives. Les mines étant alors en mesure de produire à plein rendement, ils iraient allègrement vers une nouvelle période de profits substantiels".

Cette façon d'agir n'est que trop normale de la part d'un Etat entièrement inféodé aux capitalistes. Ceux-ci disposent d'ailleurs de tous les leviers effectifs de commande : 1° de *capitaux énormes* par lesquels ils exercent leur pression sur la vie économique et sur l'Etat en particulier (endetté jusqu'au cou, l'Etat paie encore des intérêts usuraires aux capitalistes qui subventionnent ses emprunts) ; 2° des *Comités d'organisation* créés par Vichy et non abolis qui mettent à leur discrétion la répartition des matières premières ; enfin 3° des *moyens de production* puisqu'il ne s'agit nullement de *l'expropriation* des Compagnies monopoleuses -industries de guerre, chemins de fer, sources de matières premières, grandes banques- mais comme on l'a vu plus haut, de certaines mesures d'espèce et comme le dit le communiqué du gouvernement lui-même, à caractère *conservatoire*.

La mesure du désir du gouvernement de toucher en quoi que ce soit à l'organisation actuelle, est donnée par sa réponse à la volonté des ouvriers de participer à la gestion des entreprises : le gouvernement rappelle qu'aucun organisme n'a le droit de modifier le fondement du régime des entreprises et sanctionne la création de comités mixtes qui devront associer la classe ouvrière "par ses avis". C'est la réédition des Comités sociaux vichyssois !

On essaie ainsi à nouveau d'embourber les ouvriers dans des mesures démagogiques et des promesses. Les dirigeants de la CGT, tout en faisant la discrimination entre "bons" et "mauvais" patrons, approuvent et demandent la création de pareils Comités mixtes qui peuvent, paraît-il, apporter une solution à la crise. Ils n'osent pas avouer, ces bureaucrates, que pour briser la résistance des exploiters, il faut faire sentir à ceux-ci LA PRESSION DU PROLETARIAT. Or cette pression on ne peut pas la faire sentir par de soi-disant Comités mixtes, organes de domestication, mais par les COMITES D'USINE, élus par l'ensemble des ouvriers et des employés de l'entreprise, contrôlables par eux, et qui créent en tant qu'expression organisée de l'ensemble des travailleurs, un contre-poids puissant à la volonté du patronat. Et c'est à ces Comités, forts de l'appui de la masse des ouvriers, d'exiger non pas le droit de donner des avis sur l'intensification de la production, mais de *contrôler la production et la comptabilité, d'abolir les secrets industriels et commerciaux, de révéler dans quelle mesure le patron travaille pour la société et dans quelle mesure pour ses propres intérêts*, et de faciliter du même coup la solution des problèmes tels que *les salaires, le chômage*, etc. Les techniciens, les comptables, les ingénieurs ne refuseront pas de conseiller utilement les Comités d'usine.

De nombreuses usines restent fermées, le sabotage des patrons qui veulent rester "de droit divin" pèse sur l'économie. Les ouvriers doivent pouvoir reprendre le travail dans ces usines au compte de la société, et l'administration doit être assurée directement par les ouvriers.

Mais pour rendre ce travail possible, pour imposer l'expropriation des industries vitales pour toute la société, il faut instaurer LE CONTROLE OUVRIER.

Les Comités d'usine, organes du Contrôle ouvrier, élargiront à une étape ultérieure des Comités de Contrôle par branche d'industrie, par région économique et enfin pour l'industrie nationale en son ensemble. Le contrôle ouvrier deviendra ainsi pour la classe ouvrière l'école de l'économie planifiée, il préparera le prolétariat à prendre en main la direction de l'industrie nationalisée, à laquelle les ouvriers n'aboutiront qu'en faisant confiance en leurs propres forces seulement, à l'exclusion de tous agents d'un gouvernement bourgeois !

LES AUXILIAIRES DE GOEBBELS ...

"Le fait que les Allemands ne se révoltent pas contre l'abominable clique qui les mène au massacre est symptomatique d'un fanatisme effrayant", dit Magnien dans *l'Humanité* du 28/9/44.

Pour les besoins de sa cause (la cause impérialiste alliée) Magnien nous présente le peuple allemand comme plus fasciste que Goebbels lui-même n'ose le dire. En effet, depuis de longs mois la propagande de Goebbels n'ose plus, vu les sentiments du peuple allemand, exalter la cause fasciste. Son langage est tout autre : rappelant constamment le traitement dont les alliés menacent l'Allemagne, prétendant que le peuple allemand est solidairement responsable de la guerre menée par les dirigeants de l'Allemagne, Goebbels conclut : "les ponts sont coupés derrière l'Allemagne, il faut se défendre et nous suivre jusqu'au bout" !

Et le peuple allemand ne voit effectivement pas d'issue : car la propagande alliée ne fait que dresser des plans d'exploitation et d'asservissement complet de l'Allemagne. En parlant tout le temps de punition, ces plans font bien sentir aux masses QUI seront les punis : non pas les classes dirigeantes, les bourgeois, les officiers, les politiciens, mais les grandes masses travailleuses, les ouvriers et les paysans. Il n'en a pas été autrement en 1918, quand l'Allemagne fut acculée à la ruine, mais les capitalistes conservèrent tous leurs privilèges. Les impérialistes n'ont pas d'autre façon de "faire justice". Les impérialistes allemands aussi parlaient de "punir" la France du traité de Versailles, mais qui ont-ils puni après la victoire de 1940 ? Ils écrasèrent et pillèrent le peuple, mais laissèrent intacte la domination de la bourgeoisie et ne touchèrent pas à ses privilèges.

Quand le peuple allemand n'entend de nulle part une voix *anti-impérialiste*, quand au contraire de prétendus communistes ont pris comme devise suprême "Mort aux Boches !", *cela ne fait-il pas le jeu de la propagande de Goebbels ?*

Pour les ouvriers qui se posent la question : mais où donc est passé le mouvement politique socialiste de la classe ouvrière allemande, il faut rappeler ceci :

Le prolétariat allemand, à partir de sa révolution de 1918, n'a pas cessé de mener une dure lutte, maintes fois sanglante, contre la bourgeoisie. Avant l'avènement de Hitler, deux puissants Partis, le PS et le PC, comptant des millions d'électeurs, avaient la direction de la classe ouvrière. Mais le PS collaborait avec la bourgeoisie, et l'Internationale Communiste (stalinienne) imposait au PC allemand la politique du "social-fascisme", qui consistait à viser la destruction des organisations social-démocrates *avant celle du fascisme*. La politique aventuriste de l'I.C et la politique de collaboration de classe du PS ont facilité la montée du fascisme ; les partis ouvriers se sont trouvés paralysés moralement déjà *avant la lutte* et ont capitulé devant le fascisme *sans combat*.

Le prolétariat allemand n'a pas été battu dans une lutte ouverte. Il a été brisé et démoralisé par la politique de ses propres chefs. Si donc aujourd'hui l'opposition active contre le fascisme est faible, ce n'est pas que l'idéologie fasciste conserve encore quelque force (*elle n'en a jamais eu dans la classe ouvrière*), mais c'est dû à la faillite en Allemagne des idéologies démocrate, social-démocrate et stalinienne qui ont mené à la défaite de 1933.

Le peuple allemand se débat aujourd'hui dans une situation sans issue, et n'a le choix qu'entre deux genres de mort : lutter jusqu'au bout derrière Hitler ou se rendre à la merci des impérialistes. La politique des impérialistes et celle de leurs auxiliaires social-patriotes -le chauvinisme, la défense de la guerre de rapine et de pillage menée par les capitalistes, la haine entre les peuples qui fait le jeu de la bourgeoisie-condamne le peuple allemand et les peuples du monde entier à des souffrances sans nom.

Seule contre les impérialistes et les social-patriotes la Quatrième Internationale proclame : "A BAS LA GUERRE IMPERIALISTE !". Elle défend au nom du prolétariat *le droit de tous les peuples à disposer d'eux-*

mêmes. Elle appelle les travailleurs de tous les pays à s'unir dans une lutte commune contre leur propre bourgeoisie, pour bâtir les ETATS-UNIS SOCIALISTES D'EUROPE.

Mais la voix de la IV^e Internationale est encore faible. Elle n'est pas entendue par tous les exploités qui s'entre-tuent aujourd'hui pour les capitalistes. Cependant, la confiance croissante d'ouvriers de plus en plus nombreux renforce toujours plus cette voix, et bientôt à la place de "*Mort aux Boches ! Mort à l'ennemi ! A Berlin ! A Paris ! A Moscou !*" etc... retentira aux oreilles de tous les travailleurs le cri de "PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !" Alors les travailleurs allemands, comme tous les travailleurs du Continent, se lèveront comme un seul homme pour abattre leurs exploités.

FAISONS BLOC CONTRE NOS EXPLOITEURS !

Les ouvriers sont unanimement d'accord pour reconnaître que la bourgeoisie n'a rien abandonné de sa politique anti-sociale et anti-ouvrière à la faveur de la "libération". Les travailleurs ne touchent toujours pas un salaire global plus élevé qu'avant, mais déjà on a fait monter le prix du pain. Pour pouvoir dicter sa volonté, le patronat fait pression sur la classe ouvrière, en maintenant le chômage. Tout ceci est généralement reconnu par les organisations ouvrières et la CGT Mais il est une mesure de division de la part de la bourgeoisie, qui ne retient pas suffisamment l'attention des travailleurs. Sous prétexte qu'il n'y a pas du travail pour tout le monde, le patronat et son Etat ont commencé par éliminer les travailleurs immigrés, et les ont parqués dans des camps. Pourtant ces travailleurs ont été solidaires avec nous sous l'occupation, ont subi comme nous l'oppression et ont été même à la pointe du combat contre elle.

Si toutefois l'Etat bourgeois, qui se proclame démocratique, prend ces mesures ignobles contre eux, c'est parce qu'il est entièrement sous l'obédience du patronat. Celui-ci veut faire du droit au travail, le droit d'être exploité par un capitaliste, *un privilège dont il est le dispensateur. Il veut habituer les travailleurs à se disputer ce privilège*, à rejeter la solidarité qui doit les unir. *Mais si les travailleurs se laissent diviser, ils seront toujours à la merci des capitalistes.* La classe ouvrière doit se présenter face au patronat UNIE comme un bloc. Les plaintes hypocrites de *l'Humanité* demandant à l'Etat de ne pas traquer les immigrés, ne valent rien. Pour que les immigrés ne soient pas traqués, il leur faut le DROIT AU TRAVAIL. Dans chaque usine les ouvriers doivent imposer au syndicat d'exiger la répartition de tout le travail existant entre TOUS les travailleurs, sans distinction de nationalité, avec un salaire non pas de misère, mais qui leur permette à tous de vivre dignement !

OU VA LA FRANCE ? (Suite du numéro précédent) Le bonapartisme de gauche, fourrier du fascisme.

Quoique la *fonction fondamentale* du gouvernement de De Gaulle reste celle du gouvernement Pétain (dictature de la bourgeoisie) cependant, du point de vue dynamique (l'évolution du rapport de forces entre les classes), il représente une nouvelle phase de la lutte de classes en France. La décomposition de l'appareil étatique, en tant qu'instrument centralisé et obéissant normalement au seul gouvernement légal (décomposition due à la pression contradictoire des impérialistes alliés et allemand sur l'Etat français ainsi qu'à la résistance des masses contre celui-ci), rend nécessaire au gouvernement l'appui des organisations ouvrières social-patriotes. En présence des souffrances inouïes infligées aux travailleurs par cinq années de guerre et des innombrables preuves de banditisme de la part des classes dirigeantes vis-à-vis des travailleurs français *seule la rentrée en scène des bureaucrates ouvriers social-patriotes peut maintenir pour un certain temps les masses dans "l'ordre" bourgeois et obtenir leur appui pour la continuation de la guerre.*

Mais, d'autre part, se maintenir à l'aide des organisations ouvrières conciliatrices, *cela implique une certaine légalité de l'action ouvrière.* C'est par là que le bonapartisme (dictature bureaucratique-policière) de gauche de De Gaulle se différencie du bonapartisme de droite de Pétain : non par ce qu'il représente de donné à la classe ouvrière, mais par ce que la classe ouvrière peut conquérir, si elle se soustrait à l'influence social-patriote et adopte *une politique révolutionnaire intransigeante vis-à-vis de la bourgeoisie.*

Sans une politique révolutionnaire, sans une action jusqu'au bout de la classe ouvrière contre la bourgeoisie *prenant comme point de départ la légalité de fait*, le régime actuel ne serait que le fourrier du fascisme. Agissant tout comme celui de Pétain en faveur de la bourgeoisie (chose déjà évidente six semaines à peine après son installation), le gouvernement bonapartiste "de gauche" fait endosser, aux yeux des larges couches exploitées, la responsabilité de sa politique aux organisations ouvrières dont il a l'alliance ; ce n'est plus l'Etat bourgeois qui apparaît comme le responsable de la nouvelle faillite, mais le socialisme, le communisme, la classe ouvrière... C'est ainsi que Pétain put, en 1940, rendre responsable la classe ouvrière de la politique bourgeoise du Front Populaire, non seulement aux yeux des ennemis de toujours du prolétariat, mais aussi aux yeux des couches pauvres de la population (paysans, petits rentiers, petits commerçants, etc.).

En absence d'une politique révolutionnaire qui dresse les ouvriers contre l'Etat bourgeois (*surtout quand il se camoufle "à gauche"*) le bonapartisme appuyé sur les sommets bureaucratiques de la classe ouvrière ne représente qu'une *oscillation* dans le rapport des forces entre les camps bourgeois et prolétarien et prépare encore plus sûrement que le bonapartisme de droite (Pétain) la révolte des masses petites-bourgeoises contre le "communisme", "l'anarchie". En effet, la lutte des classes entre les ouvriers et la bourgeoisie appelle une solution décisive pour savoir qui est maître dans la maison, de l'ouvrier ou du patron. Leurs intérêts ne peuvent pas être conciliés, on ne le voit que trop depuis 1934. Si c'est l'ouvrier, il faut que les travailleurs instaurent leur dictature pour en finir avec le sabotage et le banditisme patronal ; mais si les travailleurs ne vont pas jusqu'au bout de la lutte, s'ils cherchent des solutions "moyennes" (qui en fait signifient la paralysie de l'économie), alors ce sont les patrons qui lancent les bandes fascistes à l'attaque en mobilisant la petite-bourgeoisie contre "l'anarchie".

En Allemagne, avant la victoire définitive de Hitler (1933) il y eut de semblables oscillations du pouvoir étatique de droite à "gauche" et de "gauche" à droite, de même qu'en France, depuis février 1934, nous avons connu des oscillations allant du réactionnaire Doumergue vers le "socialiste" Blum (1936) et de Blum vers Daladier (1938-1939) et vers Pétain.

Quand les masses ont successivement expérimenté le régime bureaucratique-militaire sous toutes ses formes, sous la pression des souffrances inouïes que leur inflige le capitalisme (crises, chômage, guerres), elles sont prêtes à adopter une solution extrême : dictature du prolétariat ou "révolution" fasciste. C'est à ce choix *inévitabile* que nous conduit le gouvernement actuel. Voilà pourquoi, *si les organisations social-patriotes maintiennent la classe ouvrière dans le sillage de De Gaulle au lieu de la mobiliser pour la dictature du prolétariat, elles préparent pour demain la victoire du fascisme.*

(à suivre)